

DECISION DU PRESIDENT**N° : DEC-061-2022**

Objet : CONVENTION DE FINANCEMENT : CREATION D'UN PARKING RUE DE LA MINOTERIE SUR LA COMMUNE DE LAVARDAC.

Vu les statuts d'Albret Communauté,

Vu la compétence Voirie - Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée d'intérêt communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°DE-091-2021 du 10 novembre 2021, exécutoire au 08 décembre 2021, portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Albret Communauté (CCAC) ;

Vu l'élaboration du programme de travaux de voirie 2022 pour les communes d'Albret Communauté,

Albret Communauté et la commune de Lavardac ont décidé de réaliser des travaux de création d'un parking rue de la Minoterie.

Les travaux relèvent exclusivement de la compétence d'Albret communauté, en revanche il est décidé d'une participation financière de la commune de Lavardac, objet de la présente décision et détaillé comme suit :

Plan de financement : Création d'un parking rue de la Minoterie à Lavardac

Désignation des ouvrages	Chiffrage	Répartition Financière	
		CCAC	Mairie
Création d'un parking rue de la Minoterie à Lavardac			
Montant HT	18 938,50 €	9 469,25 €	
TVA	3 787,70 €		
Montant TTC	22 726,20 €		
Prise en charge communale 50% du HT			9 469,25 €
Reste à charge CCAC		13 256,95 €	

Le Président de la Communauté de Communes Albret Communauté,

AR Prefecture

047-200068948-20220422-DEC_061_2022-AU
Reçu le 26/04/2022
Publié le 26/04/2022

DECIDE

Article 1 : de signer la convention de financement concernant les travaux de création d'un parking rue de la Minoterie à Lavardac.

Article 2 : De préciser que les crédits correspondants seront prévus au budget 2022.

Fait à NERAC le, **22 AVR. 2022**

Le Président,

Alain LORENZELLI



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, CS 21 490 (9, rue Tastet 33063 Bordeaux) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire